

Le magazine «Reflets» est intégré dans les collections des Archives nationales de la République du Sénégal et de la Bibliothèque nationale Suisse

# reflets

Magazine d'information sur les relations Suisse-Afrique  
Avril-Juin 2016 - Prix : 500 F CFA - ISSN 0851 - 3805  
<http://www.facebook.com/#!/refletsuisseafrique>

Depuis 2000  
N° 42

Le magazine reflets souhaite un joyeux anniversaire au Groupe Nestlé pour ses 150 ans !

PAGE 2

## ■ SUISSE-AFRIQUE

● Interview de Mme l'Ambassadeur Livia Leu Déléguée du Conseil fédéral aux accords commerciaux sur les échanges commerciaux entre la Suisse et l'Afrique en 2015

PAGE 3

## ■ DIPLOMATIE SUISSE-SENEGAL

● Interview de Mme la Conseillère d'Etat, Anne-Catherine Lyon du Canton de Vaud sur l'Introduction du modèle suisse de formation professionnelle duale au Sénégal

PAGE 4

## ■ ECONOMIE, FINANCES & AFFAIRES

● Le Groupe Nestlé fête ses 150 ans en 2016

PAGE 5

## ■ SANTÉ & ENVIRONNEMENT

● La Suisse ratifie l'Accord de Paris sur le climat

PAGE 6

## ■ COOPÉRATION & DÉVELOPPEMENT BURKINA FASO

● Soutien suisse à la promotion de l'agro-alimentaire

PAGES 7

## ■ ARTS & CULTURE

● Rencontre avec l'artiste suisse Betty Weber

PAGE 8

## ■ SUISSE & MONDE

### LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT

La Suisse fait le point sur son engagement

## ECHANGES COMMERCIAUX EN 2015

# Dévisse de -18% entre la Suisse et l'Afrique

Par Ibrahima Cissé

*En 2015, les échanges commerciaux entre la Suisse et l'Afrique ont connu une baisse. Selon le bilan annuel fourni par l'Administration fédérale des douanes (AFD), ces échanges sont chiffrés à 11,2 milliards CHF, soit 6'830,18 milliards de francs CFA.*

Comparé à 2014, il y a une chute de - 18,3%, en valeur relative, et en valeur absolue 13,2 milliards CHF (807'791 milliards de francs CFA). C'est donc, au total, une baisse de 2,2% sur l'ensemble du volume des échanges commerciaux entre la Suisse et le monde en 2015. Comme pour booster ces échanges, la Secrétaire d'Etat, Mme Marie-Gabrielle Ineichen, et Mme l'Ambassadeur Livia Leu, responsable du Centre de prestations Relations économiques bilatérales et Déléguée du Conseil fédéral aux accords commerciaux, se sont rendues séparément, dans de nombreux pays africains, au cours de ces derniers mois. La première, Mme la secrétaire d'Etat Ineichen, a notamment visité la Tunisie et l'Algérie. La seconde, Mme l'Ambassadeur Leu, s'est rendue en Afrique du Sud, au Mozambique, au Maroc et en Côte-d'Ivoire. (Voir l'interview de Mme Leu, en page 2).



Crédit photo: vivre-au-panama.com

Malgré ce recul commercial, les relations économiques et commerciales entre la Suisse et l'Afrique sont prometteuses. Elles se renforcent quotidiennement. Comme l'indique en page 4, Monsieur John Miller, Senior Vice-président, Directeur régional en charge de l'Afrique sub-saharienne du Groupe Nestlé, qui souligne d'ailleurs l'opportunité de croissance à long

terme du continent. Nestlé qui fête cette année ses 150 ans, est présent en Afrique depuis 1916.

Dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le partenariat Suisse-Afrique a franchi un nouveau pas. Le modèle suisse de formation professionnelle duale, fait des émules. Au Burkina Faso, au Gabon, au Ghana,

des expériences ce modèle sont menées. Le Sénégal a décidé d'en faire une politique nationale pour lutter contre le chômage des jeunes. En page 2, nous vous proposons l'interview de Mme Anne-Catherine Lyon, Conseillère d'Etat, Cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture du canton de Vaud.

IC

## COMMERCE EXTÉRIEUR SUISSE EN 2015

# La part de l'Afrique encore limitée dans la balance

Après plusieurs années de croissance modérée, les exportations et importations suisses mondiales se sont contractées en 2015. Néanmoins, la balance commerciale affiche un excédent record de 36,6 milliards de francs suisse (CHF). Dans l'interview ci-dessous, Madame l'Ambassadeur Livia Leu, responsable du Centre de prestations Relations Économiques bilatérales et Déléguée du Conseil fédéral aux accords commerciaux évoque avec le magazine Reflets, la place de l'Afrique dans ces échanges commerciaux.

**Le magazine reflets: L'Administration fédérale des douanes a publié au début de l'année, le bilan 2015 du commerce extérieur suisse. Quelle est la part de l'Afrique dans ces échanges commerciaux?**

**Madame Livia Leu:** Bien que l'Afrique connaisse un développement intéressant, les échanges commerciaux entre la Suisse et l'Afrique restent encore limités. En effet, le volume des échanges commerciaux entre les deux parties s'est élevé à 11,2 milliards CHF en 2015 (NDLR : 1CHF = environ 600 francs CFA), dont 3,3 milliards CHF d'exportations et 7,9 milliards CHF d'importations. Cela représente 2,2% sur l'ensemble du volume des échanges commerciaux entre la Suisse et le monde.

Dans les détails, les importations en provenance d'Afrique subsaharienne sont composées essentiellement par des métaux précieux et des produits agricoles, tandis que la Suisse importe principalement des textiles, du pétrole, des produits agricoles et des métaux précieux de l'Afrique du Nord. Les exportations suisses quant à elles sont un peu plus diversifiées avec des produits pharmaceutiques, des machines et de l'horlogerie pour l'ensemble du continent

**LMR : Comment mieux comprendre ces données, dans le cadre de la balance commerciale entre la Suisse et l'Afrique ?**

**Le magazine "reflets Suisse-Afrique" est publié par : Reflets Communication Sarl**

ISSN 0851- 9625  
Allées Robert Delmas  
Résidence Hôtel de Ville  
2ème étage BP 21024  
15524 Dakar-Ponty (Sénégal)  
Tél. : +221 33 842 63 53  
Mobiles: +221 76 668 57 26  
E-mail :  
magazine.reflets@refletsuisse-afrique.com

**Directeur de la publication & Rédacteur en Chef :**  
Ibrahima Cissé  
**Conception:** Amath GUEYE  
**Impression :**  
Avitech Impressions  
Téléphone : +221 33 820 92 91  
Distribution : Adp



**Mme LL :** Tandis que la balance des échanges commerciaux de la Suisse avec le monde est positive (+36,7 milliards CHF en 2015), celle de la Suisse avec l'ensemble de l'Afrique est négative. Autrement dit, la Suisse importe plus depuis l'Afrique que ce qu'elle y exporte. En 2015, sa balance commerciale a ainsi accusé un déficit de -4,6 milliards CHF. Cette réalité varie néanmoins selon les différentes régions. La balance commerciale est, par exemple, négative avec l'Afrique subsaharienne tandis qu'elle est positive avec l'Afrique du Nord.

**LMR : Cela veut dire donc qu'il y a une baisse dans les échanges commerciaux Suisse-Afrique par rapport à l'année précédente, 2014. Que vous inspire cette baisse?**

**Mme LL :** Nous pouvons effectivement observer une contraction des échanges commerciaux de 18,3% entre 2014 et 2015 (importations -18.6% et exportations -17.5%). Pour comprendre cette situation, il faut faire une distinction entre l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord. Pour l'Afrique subsaharienne, la diminution du prix des matières premières (principalement le pétrole et les minerais) masque l'augmentation du volume total (en kg) des échanges commerciaux. En effet, si le montant (en CHF) total des échanges commerciaux a diminué de 7,8%, le volume total a augmenté de 7,5%.

Pour l'Afrique du Nord, c'est la forte contraction des importations de produits pétroliers en provenance de Libye, d'Algérie et d'Égypte qui explique la diminution du volume total des importations (-86%) et du montant total (-70%).

**LMR : Dans vos activités quotidiennes au SECO, c'est-à-dire au Secrétariat d'Etat à l'économie, avez-vous identifié les obstacles à des échanges commerciaux plus dynamiques entre la Suisse et l'Afrique?**

**Mme LL :** En observant la composition des échanges commer-

ciaux, on constate surtout que les importations en provenance d'Afrique sont peu diversifiées. En effet, les matières premières représentent toujours la majorité des importations suisses depuis le continent africain. Une plus grande diversification des exportations africaines permettrait à ces pays de réduire leur vulnérabilité face aux variations de la demande mondiale, mais leur permettrait également d'améliorer leur intégration dans les réseaux commerciaux mondiaux. C'est pourquoi l'intégration des pays africains dans l'économie mondiale reste un objectif important. En général, l'Afrique est encore confrontée à de nombreux défis. À titre d'exemple, la faiblesse des infrastructures dans certains pays induit des coûts de transports élevés.

**LMR : Comment la Suisse peut-elle contribuer à résoudre ces difficultés compte tenu des faibles moyens financiers des pays africains?**

**Mme LL :** Dans le cadre de la coopération économique au développement du SECO, la Suisse s'engage notamment en faveur d'un renforcement de la compétitivité et de la diversification économiques avec certains de ses partenaires en Afrique. Le SECO finance notamment un programme régional en Afrique qui vise à améliorer les conditions cadres pour les investissements. Ceci inclut diverses activités, comme par exemple, faciliter les processus accordant des permis et des licences, simplifier et automatiser la logistique commerciale, promouvoir la compétitivité ou encore simplifier les procédures d'immatriculation des entreprises. En Afrique, le SECO se concentre, dans le cadre de la coopération économique bilatérale, sur l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Ghana et la Tunisie. Sur ce sujet, la Suisse considère comme importante, l'intégration d'aspects liés au développement durable dans ses programmes de coopération économique.

**LMR : En plus de ce programme de coopération économique bilatérale, il y a aussi le cadre de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Y a-t-il des pays africains concernés par cet espace de libre-échange?**

**Mme LL :** Plusieurs pays sont déjà concernés par cet espace de libre-échange. Dans le cadre de l'Association européenne de libre-échange (AELE), la Suisse dispose d'un Accord de libre-échange (ALE) avec le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et l'Union douanière d'Afrique australe dont le développement est en discussion pour le commerce des marchandises. Par ailleurs, des discussions sont en cours avec plusieurs autres pays. Il existe une déclaration de coopération entre l'île Maurice et les membres de l'AELE. Les membres ont également réaffirmé leur volonté de signer une déclaration de coopération avec le Nigéria et la Communauté d'Afrique de l'Est. Les déclarations de coopération prévoient un dialogue institutionnalisé sur les possibilités d'approfondir les relations économiques. Elles peuvent, par la suite, déboucher sur des négociations de libre-échange.

**LMR : Quelles sont les autres formes de coopérations économiques entre la Suisse et l'Afrique, dans le but de promouvoir leurs échanges commerciaux?**

**Mme LL :** Le SECO conduit également des missions économiques en Afrique dans le but de renforcer les relations économiques bilatérales et de soutenir le secteur privé. Durant ces derniers mois, Le SECO a effectué plusieurs missions économiques. La Secrétaire d'Etat Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch a notamment visité la Tunisie et l'Algérie ; moi-même l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Maroc et la Côte-d'Ivoire. Lors de ces missions économiques, qui sont généralement accompagnées par

une délégation du secteur privé, j'ai l'occasion de m'entretenir avec différents ministres en charge des dossiers économiques ainsi qu'avec des représentants de diverses entreprises établies dans le pays. Pour le secteur privé suisse, ces missions représentent aussi des opportunités pour développer leurs activités dans ces pays.

En outre, une Commission mixte économique entre la Suisse et l'Afrique du Sud se réunit chaque année pour discuter des thèmes actuels dans les relations économiques bilatérales.

**LMR : Au vu de tous ces accords, de tous ces partenariats, quelles sont les perspectives commerciales entre la Suisse et l'Afrique?**

**Mme LL :** Il est difficile de faire des pronostics globaux quant aux relations commerciales entre la Suisse et l'Afrique. En ce qui concerne le développement des échanges commerciaux entre la Suisse et les pays africains, il n'est pas possible de faire une appréciation uniforme pour tout le continent, au vu des différences importantes entre les régions et les spécificités de chaque pays. De manière générale, forte d'une population de plus d'un milliard de personnes, l'Afrique dispose d'un potentiel énorme, malgré bon nombre de défis comme par exemple la stabilité politique ou la gouvernance. Bien que les pays africains connaissent encore des disparités notables en matière de développement économique, l'économie suisse dispose d'un grand potentiel pour cibler de nouveaux marchés dans la région et pour développer les échanges commerciaux. Ceci est d'autant plus vrai que nous pouvons observer, auprès des entreprises suisses, un intérêt important pour le marché africain. Intérêt qui semble réciproque compte tenu de la bonne réputation de la Suisse en Afrique.

Propos recueillis par lbc

## BRÈVES DIPLOMATIQUES

**La Suisse dans le monde 2016-2019**

Conformément à la tradition au début de chaque législature, le DFAE a soumis, en février, au Conseil fédéral (Gouvernement), la stratégie les grands axes et priorités de la politique étrangère pour les quatre prochaines années. Elles reposent sur 4 piliers dont voici le résumé.

● **Relations avec l'Union européenne et avec les Etats de l'UE/AELE**

La Suisse entretient avec l'UE des relations de partenariat contractuelles susceptibles d'évoluer grâce à la consolidation et au renouvellement de la voie bilatérale; elle s'attache également à développer d'étroites relations avec les pays membres de l'UE/AELE, en soignant particulièrement ses relations avec les pays voisins.

● **Relations avec des partenaires mondiaux**

La Suisse approfondit ses relations avec des partenaires mondiaux afin de préserver ses inté-

rets et de résoudre des problèmes concrets. Elle tiendra ainsi compte des basculements géopolitiques.

● **Paix et sécurité**

La Suisse renforce son engagement en faveur de la paix et de la sécurité et fournit des impulsions décisives pour favoriser un ordre international viable et juste. Elle participera tant à la gestion des crises et des conflits qu'à l'élaboration de réponses communes aux défis mondiaux et renforcera la Genève internationale.

● **Développement durable et prospérité**

La Suisse œuvre pour un monde sans pauvreté et pour un développement durable; elle participe à l'instauration d'un environnement international propice à la prospérité. Désormais, les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 feront partie intégrante de la politique étrangère suisse.

LMR

## SÉNÉGAL-SUISSE

## Introduction au Sénégal du modèle suisse de formation professionnelle duale

Mme Anne-Catherine Lyon, Conseillère d'Etat, Cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture du canton de Vaud, et le Premier ministre du Sénégal, M. Mouhammad Boune Abdallah Dione, ont présidé conjointement à Dakar, le 7 mars 2016, un symposium national sur l'introduction au Sénégal du modèle suisse de formation professionnelle duale. Nous vous proposons ci-dessous l'interview que nous a accordée Mme Lyon.

**Le magazine Reflets : Il est rare d'accueillir au Sénégal, une responsable cantonale de si haut niveau. En tant que membre du gouvernement du canton de Vaud, comment vous présenter ?**

**Anne** – Catherine

**Lyon :** Effectivement, je suis membre du gouvernement du canton de Vaud. Je suis la responsable politique de ce département, ce qui correspond au ministère de l'Education et de la formation. Elue par le peuple en 2002, réélue en 2007, puis à nouveau en 2012, cela fait 15 ans que je dirige ce ministère. J'ai également des responsabilités dans le domaine de la formation et de l'éducation au niveau inter-canton, étant vice-présidente de la Conférence suisse de l'instruction publique. J'ai aussi présidé pendant plusieurs années, la Conférence suisse des Hautes écoles spécialisées, directement liées à la formation professionnelle, ainsi que la conférence universitaire suisse.

J'ai donc un solide bagage dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle, tant dans la dimension politique que sur le fond. J'ai une passion très forte pour ces thèmes qui sont sous ma responsabilité.

**LMR : Comment avez-vous réussi à concilier toutes ces activités ?**

**A-CL :** Dans le cadre de mes activités, j'ai toujours plaidé pour que chaque canton soit libre de développer ce qu'il souhaite en

matière de coopération internationale. Mon canton est très ouvert sur cet aspect. C'est en quelque sorte un « effet miroir », car notre territoire est à la fois terre d'accueil et de formation. Dans nos classes de la scolarité obligatoire, 33% d'élèves sont non seulement d'origine étrangère lorsqu'ils entrent dans le système de formation, mais nombre d'entre eux sont également non francophones. Ces multiples nationalités me réjouissent, les échanges qu'elles suscitent sont une vraie richesse.

D'autre part, en commençant par les Hautes écoles spécialisées, le canton a établi de nombreuses coopérations internationales. Nous avons des partenariats avec les cinq continents, et je trouve remarquable de pouvoir compléter ce dispositif sous l'angle de la formation professionnelle. Dans ce cadre nous avons déjà un projet à Singapour. Nous sommes naturellement très heureux de développer cet aspect et d'avoir été choisis par la Confédération suisse pour apporter une expertise, pour le Sénégal, sur la formation professionnelle duale.

**LMR : Dans cette ouverture de votre canton à la coopération internationale, quelle est la place de l'Afrique ? Y a-t-il ce type de coopération avec d'autres pays africains ?**

**A-CL :** Nous n'avons pas encore d'autres partenariats pour ce type de coopération en lien avec la formation professionnelle. C'est



pour ça que nous accordons beaucoup d'importance à ce mandat sur le Sénégal. Nous souhaitons explorer des liens avec l'Afrique du Sud dans le domaine de la formation du système Hautes écoles spécialisées (HES), en s'appuyant sur les aSwissnex, un réseau international de consulats scientifiques créé par la Suisse, car nos écoles ont déjà des liens avec ce pays dans certaines disciplines.

Nous avons également notre Haute école d'ingénierie et de gestion, qui a des liens historiques notamment avec le Cameroun. De ce fait, beaucoup d'étudiants de ce pays viennent à Yverdon-les-Bains. Nous sommes toujours ouverts à la discussion.

Venir au Sénégal dans un rôle d'expert est, pour nous, une nouveauté.

**LMR : Parlez-nous un peu des disciplines avec l'Afrique du Sud**

**A-CL :** Ce sont pour le moment des disciplines en lien avec le design, car nous avons une école de renommée mondiale forte dans ce domaine. Nous sommes aussi intéressés à pouvoir développer des liens de coopération notamment dans les soins d'infirmier. Deux écoles vaudoises de ce domaine sont actives dans le dialogue et la discussion avec d'autres pays du monde. Cela permet des échanges sur la diversité des approches et des traditions dans le domaine des soins. Au fond, nous sommes ouverts dans de nombreuses directions telles que le travail via l'informatique ou le management, qui sont aussi des choses importantes.

**LMR : Revenons-en à l'implémentation ou l'introduction du modèle suisse de formation duale au Sénégal dont vous avez co-présidé le lancement avec le Premier ministre du pays, Monsieur Mouhammad**

**Boune Abdallah Dione. Au-delà de l'espoir qu'elle suscite pour les dirigeants sénégalais, quelles en sont les perspectives ?**

**A-CL :** Ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est le cadre du mandat qui nous a été confié. C'est un rôle d'experts. Nous venons faire des propositions, et ne devons pas sortir de ce cadre. Nous sommes cependant tous passionnés et aurions aimé apporter plus, mais nous devons rester dans notre rôle de faire des propositions. Ce rôle d'expert c'est, après avoir examiné la situation prévalant au Sénégal, de se demander comment la tradition suisse de la formation par apprentissage peut amener des idées, des éléments à la réflexion. (NB : la formation professionnelle duale en Suisse consiste à passer quatre jours en entreprise, auprès de son maître d'apprentissage, pour les aspects de pratiques professionnelles, et un jour en école pour les aspects théoriques de la profession.)

L'enjeu du symposium, c'est d'échanger sur les éléments que nous apportons et les pistes que nous évoquons. Ce sont les autorités sénégalaises, le patronat et les syndicats qui doivent voir la suite et élaborer leur propre modèle.

**LMR : Vous êtes en charge de la culture. En quelques mots, que dire de ce domaine, dans le cadre de la coopération entre votre département et l'Afrique ?**

**A-CL :** Sur ce plan, il y a le champ artistique où nous avons pu créer et développer un orchestre des cinq continents. Cet orchestre regroupant à intervalles réguliers des étudiants de très haut niveau dans le domaine de la musique classique. Ils se retrouvent dans diverses régions du monde pour jouer ensemble.

Propos recueillis par IC

## DERNIERE MINUTE

## PÊCHE

## SUREXPLOITATION DES MERS

## La Suisse prend des mesures radicales

A partir du 1<sup>er</sup> mars 2017, les importations en suisse ou exportations vers ce pays, de produits de la pêche maritime d'origine licite seront interdites. Cette décision du Conseil fédéral, prise lors de sa session du 20 avril 2016, entre dans le cadre de la lutte contre le pillage des ressources halieutiques, tout en préservant durablement ces ressources. Elle fait suite à une motion « Pas de produits issus de la pêche illicite sur le marché suisse » (09.3614), approuvée par le Parlement. Elle s'aligne, en même temps, sur celle de l'Union européenne, qui en 2010, a interdit l'importation des produits issus de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Dorénavant, les produits de la pêche maritime pourront être importés à titre professionnel s'ils sont d'origine licite et accompagnés des documents requis. Les lots provenant des États disposant d'une surveillance officielle développée de la pêche pourront encore être importés en Suisse sans contrôle et sans paiement d'émolument. Il s'agit actuellement des États membres de l'UE et de l'AELE ainsi que des États-Unis, du Canada et de l'Australie. Ils représentent quelque 85 à 90% des importations de produits de la pêche. Selon les estimations des experts internationaux, plusieurs espèces de poissons sont menacées par une surexploitation qui peut conduire à l'effondrement de leur population. Les pays importateurs jouent un rôle important en empêchant le développement du marché de ces produits illicites.

OL (avec DETEC)

## FORMATION PROFESSIONNELLE DUALE

## Un Comité de donateurs internationaux porté sur les fonds baptismaux

**La Suisse, l'Allemagne, l'Autriche et le Liechtenstein ont créé le 14 avril 2016 à Lucerne, en Suisse, un Comité de donateurs internationaux pour la promotion de la formation professionnelle duale dans les pays du Sud.**

Le comité vise notamment à renforcer la mise en œuvre de la formation professionnelle duale, tant dans les pays partenaires, qu'au niveau international, et améliorer l'efficacité des projets dans ce domaine.

Le système de formation duale en vigueur en Suisse, en Allemagne, en Autriche et au Liechtenstein est un modèle qui fait recette. Il permet aux jeunes d'acquiescer un haut niveau de qualification, en phase avec les besoins du marché du travail.

A travers cette initiative, les quatre pays veulent mettre en synergie, leur expertise dans ce

domaine, et soutenir des projets dans les pays en développement, afin d'améliorer les perspectives économiques des jeunes et leur permettre d'accéder aux marchés locaux du travail.

Selon un communiqué du DFAE (Département fédéral des affaires étrangères), les pays du Sud abritent 90% des jeunes du monde, dont deux tiers sont sous-employés. Rien qu'en Afrique, 10 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. D'ici 2030, la communauté internationale s'est donné pour but d'atteindre « la promotion d'une croissance soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » (huitième objectif de développement durable de l'ONU).

Dans de nombreux pays toutefois, le manque de main d'œuvre spécialisée freine le développe-

ment économique et la création d'emploi. Face à cette situation, de nombreux pays du Sud ont entrepris des réformes de leur système de formation professionnelle pour répondre aux besoins de perspectives des jeunes.

La DDC (Direction du développement et de la coopération) envisage de participer à hauteur de 1,55 million de CHF (959,5 millions de francs CFA) aux activités du comité et du Secrétariat, responsable de la mise en œuvre de projets pendant 8 ans, soit jusqu'en 2022. Un réseau d'experts en formation professionnelle sera entre autres mis en place entre les quatre pays partenaires, ainsi que dans les pays où travaillent la coopération suisse, allemande, autrichienne et liechtensteinoise.

La formation duale intègre théorie et pratique en entreprise.

PL

## ECONOMIE, FINANCES, &amp; AFFAIRES

## ALIMENTATION

150<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE NESTLÉ

## L'Afrique au cœur de la multinationale Suisse

Nestlé fête cette année son 150<sup>e</sup> anniversaire. A cette occasion, M. John Miller, Senior Vice-président, Directeur régional en charge de l'Afrique sub-saharienne du Groupe a bien voulu parler aux lecteurs du magazine Reflets, la place et le rôle de l'Afrique dans les activités de Nestlé.

**Le magazine Reflets : Quelles sont les activités du Groupe en Afrique ?**

**John Miller :** Nestlé est la plus grande entreprise alimentaire du continent. C'est en Afrique du Sud que nous avons installé notre première société Nestlé en 1916, ainsi que notre première usine en 1927. Quelque 100 ans plus tard, nous gérons 26 usines sur ce continent et employons plus de 16'000 collaborateurs. Nous avons également ouvert un Centre de Recherche et Développement (R&D) à Abidjan, axé sur la recherche et le développement de produits à base de matières premières locales.

**LMR : L'Afrique étant un continent vaste, comment ces activités sont-elles menées ?**

**JM :** Les activités mondiales de Nestlé sont réparties dans 3 zones : Zone Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord (EMENA), Zone Amériques (AMS), et Zone Asie, Afrique subsaharienne, Océanie (AOA). Nestlé en Afrique est divisée en 5 régions, chacune dirigée par un chef de Région qui rapporte au chef de Zone basé au siège de Nestlé à Vevey en Suisse. Chaque région réunit plusieurs pays, ou marchés, dirigés par des Country managers, rapportant à leur tour au chef de Région. Ainsi l'Afrique comporte-t-elle la Région Maghreb (intégrée dans la Zone EMENA), la Région Afrique Centrale et de l'Ouest, la Région Afrique Equatoriale, la Région Afrique du Sud et la Région Afrique du Nord-Est.

**LMR : Quelle est la place de l'Afrique dans les activités de Nestlé et dans sa stratégie de croissance ?**

**JM :** Nestlé est convaincue que l'Afrique représente une opportunité de croissance à long terme, en raison notamment de la croissance de la population, de l'émergence de la classe moyenne et de son taux d'urbanisation grandissant.

Depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, nous n'avons cessé de développer notre présence commerciale et industrielle en Afrique. Notre engagement à long terme et nos investissements significatifs en Afrique démontrent notre pleine confiance en l'avenir de ce continent comme plateforme de croissance pour le Groupe, mal-



gré les défis opérationnels. Au cours des cinq dernières années, Nestlé a investi 850 millions CHF (510,5 milliards de francs CFA) en Afrique subsaharienne et d'autres investissements sont déjà prévus dans les prochaines années.

De même, nous avons choisi d'organiser notre prochain Forum mondial sur la Création de Valeur Partagée le 21 juin prochain en Afrique, à Abidjan, en présence de personnalités politiques de haut vol et de leaders d'opinion de renommée mondiale tels que Kofi Annan. Les débats porteront sur le thème «Investir dans le développement durable en Afrique» et les moyens à utiliser par le secteur privé pour résoudre les défis les plus urgents de la société en général, et de l'Afrique en particulier.

**LMR : Peut-on aussi parler de poids économique de l'Afrique dans les chiffres d'affaires du Groupe ?**

**JM :** En 2014, l'Afrique a contribué pour 3,6% aux ventes totales du Groupe. Au cours des dix dernières années, l'Afrique subsaharienne a produit une solide croissance à deux chiffres. La Région Afrique Centrale et de l'Ouest représente la moitié des activités de Nestlé en Afrique subsaharienne.

Plutôt que de parler du poids économique de l'Afrique dans notre chiffre d'affaires, nous préférons relever la contribution de Nestlé dans le développement de l'Afrique, où nous pouvons mesurer notre impact au travers de la création d'un environnement propice à la croissance et au développement. Nous continuons à investir dans les infrastructures, l'industrialisation, la création d'emplois et la forma-

produits à positionnement populaire (PPP). Golden Morn au Nigeria ou Chocolim au Ghana en sont de bons exemples. De la même façon, nous proposons des produits haut de gamme destinés à une classe moyenne émergente, comme Nespresso en Afrique du Sud, ou nos glaces premium en Egypte.

Pour soutenir notre stratégie, nous avons adapté nos modèles de distribution au contexte local. Nous sommes présents aussi bien dans les marchés ouverts, les petites échoppes, ou dans la rue, que dans les centres commerciaux et les zones plus denses. De même notre stratégie marketing s'adapte-t-elle aux consommateurs locaux et à la réalité de chaque pays.

**LMR : Les activités de Nestlé en Afrique sont commerciales et industrielles. Quelles sont les perspectives du Groupe dans ces domaines en Afrique ?**

**JM :** Depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, nous n'avons cessé de développer notre présence commerciale et industrielle en Afrique. Notre engagement à long terme et nos investissements significatifs en Afrique démontrent notre pleine confiance en l'avenir de ce continent comme plateforme de croissance pour le Groupe, malgré les défis opérationnels.

**LMR : Quels sont les rapports, voir les relations entre Nestlé et les producteurs de matières premières en Afrique ?**

**JM :** La pérennité de nos activités dépend d'un approvisionnement durable en matières premières de qualité. Au cours des années, nous avons renforcé nos relations avec les fermiers locaux qui produisent les matières premières les plus importantes pour nos produits, pour nous assurer un approvisionnement de meilleure qualité et en plus grande quantité, mais aussi un moyen sûr pour garantir des revenus plus élevés aux petits producteurs. Vous pouvez, d'ailleurs, prendre connaissance des divers programmes/initiatives destinés à améliorer la culture et la qualité des matières premières, notamment du manioc, du cacao et du café, à travers nos différents programmes : Nescafé Plan, Nestlé Cocoa Plan, Nestlé's Sustainable Agriculture Initiatives.

**LMR : Comment procédez-vous, avec l'exploitation de**

**ces matières premières ?**

**JM :** Nous exploitons l'utilisation des ingrédients locaux de qualité dans la fabrication de nos produits comme un réel avantage concurrentiel. Actuellement, 65% des matières premières et des emballages sont achetés en Afrique. De même, l'exportation des matières premières d'origine africaine, comme le café ou le cacao, joue un rôle très important dans les opérations globales de Nestlé. Notre objectif est d'encore augmenter le taux d'utilisation des matières premières locales comme le café, le cacao et la chicorée, en étroite collaboration avec les gouvernements, les instituts de recherche et les communautés agricoles.

**LMR : Concrètement, cette collaboration dont vous parlez, a lieu de quelle manière ?**

**JM :** Un exemple avec le cacao : l'Afrique représente 72% de la production de cacao mondiale, et Nestlé achète pratiquement 60% de son cacao en Afrique. En partenariat avec les gouvernements et divers autres organismes, nous aidons les producteurs de cacao à faire face aux défis actuels que sont le vieillissement des cultures, les mauvaises pratiques agricoles ou le changement climatique. Sous l'égide du Nestlé Cocoa Plan, notre centre de recherche à Abidjan et notre ferme expérimentale à Zambakoro ont propagé et distribué 1,6 million de plantules de cacaoyers, hautement résistantes aux maladies et abondantes, afin d'aider les cultivateurs à renouveler leurs plantations. C'est le programme Nestlé Cocoa Plan.

**LMR : Quelle est la place des communautés qui sont à la base et au cœur même de la chaîne de production ?**

**JM :** Nous travaillons étroitement avec les communautés locales où nous sommes présents afin de créer des opportunités et les aider à améliorer leurs conditions de vie, tout en développant nos propres activités. Cette approche gagnant/gagnant est ce que nous appelons Création de valeur partagée. Nous sommes convaincus que pour pérenniser le succès de notre entreprise et créer de la valeur pour les actionnaires, nous devons en même temps créer de la valeur pour la société.

Propos recueillis par IC

## SUISSE

## Nouveau secrétaire d'Etat

M. Jörg Gasser, Secrétaire général du Département fédéral des finances (DFF), a été nommé, mercredi 20 avril, Secrétaire d'Etat aux Questions financières internationales, en remplacement de M. Jacques de Watteville, qui a atteint l'âge de la retraite, à la fin de juin 2016. Agé de 46 ans, M. Gasser est un ancien du Comité internatio-

nal de la Croix-Rouge (CICR) qu'il a intégré, après ses études universitaires, en 1996. Il a été chef de Délégation suppléant au Pakistan et en Irak, puis responsable de Division au siège de Genève. Dans le cadre de ses fonctions, il a conduit de nombreuses négociations. Du fait de sa longue expérience professionnelle dans une fon-

ction dirigeante de l'administration ou du secteur financier, M. Gasser bénéficie d'un préjugé favorable auprès des milieux politiques, des autorités publiques et du secteur financier.

Quant à son prédécesseur, M. Watteville, malgré son âge de retraite, il poursuivra ses activités de négociateur en chef au Département fédéral des affaires étrangères, pour l'ensemble des négociations entre la Suisse et l'Union européenne.

## ENVIRONNEMENT ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

### Berne ratifie le texte et appelle à une mobilisation pour sa réussite

*La Conseillère fédérale Doris Leuthard, Cheffe du Département fédéral (ministre) de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), a signé au nom de la Suisse l'accord de Paris sur le climat lors d'une cérémonie officielle au siège de l'ONU à New York, le 22 avril 2016.*

Adopté à Paris à l'issue de la Conférence internationale sur le climat (COP21), en décembre 2015, cet accord international engage tous les pays à prendre des mesures, afin de limiter le réchauffement climatique. La ratification de l'accord de Paris doit encore être approuvée par le Parlement suisse.

Lors de la signature du document, Mme Leuthard a qualifié l'accord de «meilleure base pour l'innovation et les nouvelles technologies orientées vers une économie à faibles émissions». Elle a estimé que



«jamais le monde n'a été aussi uni, lorsqu'il s'agissait de protéger le climat».

«En produisant davantage d'énergies renouvelables, en utilisant davantage des moyens de transport neutres en carbone et en améliorant l'efficacité énergétique, nous parviendrons à réduire considérablement les

émissions de gaz à effet de serre», a-t-elle souligné.

Selon elle, les investissements dans des secteurs émettant peu de CO2 contribueraient efficacement à la création d'emplois. Ils encourageraient aussi une croissance économique durable.

«L'accord de Paris doit maintenant être rapidement mis en application par chaque État. Les pays ne devront pas attendre son entrée en vigueur pour engager des mesures concrètes», a-t-elle plaidé.

La Suisse a pour objectif de baisser d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre de 50 % par rapport à leur niveau de 1990. Dans cette optique, le Conseil fédéral révisera la loi sur le CO2 et renforcera l'emploi d'instruments éprouvés, tels que la taxe sur le CO2 prélevée sur les combustibles.

OL

## EAU ET ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST Philip Morris international lance un programme d'accès à l'eau potable

*Philip Morris International (PMI), groupe mondial de fabrication de cigarettes dont le siège est à Neuchâtel, a lancé un programme sous-régional ouest-africain, d'amélioration des conditions d'accès à l'eau dans plusieurs zones défavorisées de l'espace. Le coût de ce programme est de 500'000 dollars, soit près de 300 millions de francs CFA.*

Intitulé : «Waterfall», sa réalisation a été confiée à Caritas au Sahel, dans le cadre d'un partenariat «solidaire». Caritas au Sahel regroupe les Caritas du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal. La Caritas Sénégal est chargée de la coordination du projet qui vise «à améliorer» les conditions de vie des populations. Il prévoit l'aménagement de terres pour les maraîchers, leur dotation en petits équipements agricoles, ainsi que le renforcement de leurs capacités techniques de production, à travers des sessions de formation, la mise en

place d'unités de production maraîchère, et la création de structures de gestion de ces infrastructures.

Pour PMI, Waterfall aidera au développement des pays sahéliens, face à leurs difficultés d'alimentation en eau potable, et en quantité suffisante. «Investir dans la communauté est aussi «l'une des priorités» de la culture d'entreprise du groupe.

Selon M. Philippe Van Gils, Directeur général de PMI Afrique de l'ouest et du centre, le groupe s'investit sans cesse dans des programmes sociaux visant à améliorer les conditions de vie des populations défavorisées au travers des partenariats avec les Organisations non gouvernementales (ONG).

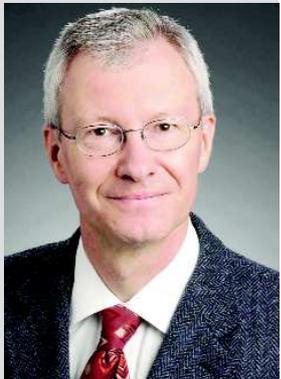
En 2014, PMI a accordé une subvention de 300'000 dollars et des ambulances à Caritas Sénégal, sous forme de contribution à la lutte contre Ebola dans les pays du «bec de perroquet» : Guinée Conakry, Sierra Leone et Liberia.

KJ

## FAO/AGRICULTURE Un suisse à la tête d'une importante Division de l'organisation

Le suisse Hans Dreyer a été nommé, le 29 mars 2016, Directeur de la Division de la production végétale et de la protection des plantes (AGP) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Responsable du secteur Santé des plantes et variétés de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), dans son pays, il a pris fonctions à Rome, le 1er mai 2016.

Dans ses nouvelles fonctions de directeur de la Division AGP de la FAO, M. Dreyer occupera une fonction clé pour la production végétale durable internationale. Il assumera la responsabilité de nombreuses politiques, stratégies et projets relevant de la production végétale et de la protection phytosanitaire, devenant ainsi un interlocuteur doté d'un pouvoir décisionnel de poids pour les questions relatives à la sécurité alimentaire mondiale. M. Dreyer a dirigé pendant plusieurs années des projets agricoles en Afrique et en Amérique latine. À l'OFAG, il a souvent traité des questions de protection phytosanitaire, de variétés et de semences au cours de ces quinze dernières années. Il s'est par ailleurs employé, aux plans national et international, à faire en sorte que l'agriculture puisse disposer de semences et de plants de variétés appropriées, saines et de haute qualité. Une volonté qu'illustre d'ailleurs la stratégie de sélection végétale



qui a été mise au point pour la Suisse. L'entrée de M. Dreyer à la FAO renforce la présence de la Suisse au sein de cette organisation internationale qu'elle a intégrée en 1946. Depuis, Berne soutient activement les efforts de la FAO en faveur d'une sécurité alimentaire pour tous, d'une agriculture durable et de la lutte contre la pauvreté dans le milieu rural. L'OFAG met particulièrement l'accent sur l'instauration d'un cadre international propre à favoriser une utilisation rationnelle des ressources naturelles et à renforcer le caractère multifonctionnel de l'agriculture.

La FAO est l'un des principaux diffuseurs d'informations pour la politique agricole extérieure suisse. Elle est aussi un partenaire essentiel de par la responsabilité qui lui incombe à l'échelle mondiale en matière de sécurité alimentaire.

OL (avec OFAG)

**Tout commence par un rêve.**

It all starts with a **NESCAFÉ**

## BURKINA FASO

## Soutien suisse à la promotion agro-alimentaire

**La Suisse et le Burkina Faso achèvent fin juin 2016, un programme triennal de coopération 2013-2016. Doté d'une enveloppe financière de 30,88 millions CHF (19,2 milliards de francs CFA), il met l'accent sur l'agriculture, l'élevage, l'éducation et la formation, la décentralisation, la lutte contre la pauvreté, entre autres.**

Le BUCO (Bureau de coopération) de la Direction du développement et de la coopération (DDC) de Ouagadougou entretient un partenariat avec l'INRSAT (Institut national de recherche et de la technologie).

Ce partenariat, explique Bréhima Diawara, Directeur général de l'INRSAT, a commencé autour de l'adoption de nouvelles technologies et techniques de production, dans le domaine de l'agro-alimentaire. Le processus a été fait autour d'un Centre d'incubation de technologie agro-alimentaire (CITA). Celui-ci a permis de mettre en présence, et autour de la production agro-alimentaire, les consommateurs, les artisans, les PME (Petites et moyennes entreprises) actives en agro-alimentaire, les banques, les technologies, les chercheurs et les personnes ressources en ingénierie de la formation. L'objectif est de valoriser les résultats de la recherche, à travers la formation professionnelle. C'est pourquoi, la recherche est impliquée et la structuration de l'offre de formation qu'on doit concevoir, en



M. Bréhima Diawara, DG INRSAT

tenant compte des résultats de recherche et des besoins des acteurs.

«Nos partenaires de la coopération suisse ont posé, comme préalable, l'obligation de faire des audits de gestion, une fois par an, d'être régulier dans la présentation de nos rapports technique et financier, un suivi régulier, pas à pas, de certains événements phares de notre institut, au niveau national, la possibilité de participer à ces événements, afin de se rendre compte de l'évolution de nos activités », a rappelé M. Diawara.

**Inquietude**

Selon lui, il ne serait pas intéressant d'arrêter le programme en 2016. « S'il prend fin à cette date, ce sera un travail inachevé, puisque c'est en ce moment que les unités de transformation de produits agro-industriels ont besoin de l'INRSAT pour créer des centres régionaux d'incubateur et de formation des jeunes

en milieu rural. Maintenant, les productrices ont été formées », a-t-il averti. Car, a-t-il poursuivi, ces productrices ont leur CQP (Certificat de qualification professionnelle). Elles veulent aller s'installer en milieu rural pour créer leurs structures de formation. Cette phase a commencé en avril. C'est donc en ce moment aussi qu'elles ont besoin de la recherche et des lycées dans leurs régions. Mais si le programme avec la DDC prenait fin, après juin, je crains fort que ce ne soit du travail inachevé. Il faut suivre l'accompagnement des entreprises, notamment en milieu rural.

**Bilan**

Parti d'une demande de financement d'un projet de création de centre d'incubateur de technologies agroalimentaires, de l'INRSAT, dans le programme 2009-2013, le partenariat DDC-INRSAT a donné, en moins de 10 ans, des résultats saluables. Il a permis de renforcer la capacité de technopole ou centre d'incubateur de technologie agro-alimentaire de l'INRSAT, de former des entrepreneurs, des stagiaires de l'université de Ouagadougou, de l'université polytechnique et du lycée professionnel de Bobodioulasso.

Le partenariat a aussi aidé à identifier cinq filières porteuses de croissance : céréales, fruits et légumes, tubercule, soubala (une épice ou condiment culinaire local), et beurre de karité, d'élaborer des référentiels pour former les formateurs, dans la transformation des produits, dans ces domaines.

lbc

## AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La Suisse conserve sa 8<sup>e</sup> place des pays donateurs

**En 2015, la Suisse s'est maintenue dans le premier tiers de pays donateurs de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Conformément aux recommandations de cette organisation, elle a consacré 0,52M de son Revenu national brut (RNB) à l'Aide publique au développement (APD).**

Selon le classement annuel du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, publié le 13 avril dernier, Berne était au 8<sup>e</sup> rang des 29 pays membres du Comité en 2015.

La Confédération a consacré l'année dernière 3'404 millions CHF (2'107,5 milliards de francs CFA) à l'APD, soit 182 millions CHF (112,6 milliards de francs CFA) de plus qu'en 2014. Cette hausse a été rendue possible grâce à la mise à disposition de moyens supplémentaires par le Parlement suisse.

Les statistiques de l'APD sont basées sur des directives communes élaborées au sein du CAD, qui permettent une comparaison des engagements sur le plan international.

Selon un communiqué de l'OCDE, 22 pays membres du CAD, dont la Suisse, ont augmenté leurs engagements en 2015.

Le ratio APD/RNB de la Suisse est passé de 0.50% à 0.52% entre 2014 et 2015. Pour rappel,

PL

## EDUCATION

## PETITE ENFANCE

## Le Rotary Club de Vevey et des amies de Mme Corinne Pilloud équipent l'école maternelle de Médina-Mary

**Le Rotary Club de Vevey, en Suisse, et des amies de Mme Corinne Pilloud, marraine de l'école maternelle de Médina-Mary, ont équipé cet établissement en tables, chaises, bureau, jouets, et petits matériels de travaux manuels pour les enfants.**

La marraine, Mme Corinne Pilloud, a personnellement apporté ce don à l'école, assisté à son installation et à sa réception officielle, lors d'une cérémonie, qui a eu lieu le 17 mars dernier, dans la cour de l'école élémentaire à Médina-Mary. Cette cérémonie était présidée par le Secrétaire général de l'IEF (Inspection départementale de l'éducation et de la formation) de Vélingara, l'Inspecteur El hadj Kama Diaoué.

La population et les représentants des autres villages du terroir : Lambatara, Simby, Saré El Hadj Sory, Diyabougou Moussa, et Saré Aliou ont assisté à la cérémonie, ainsi que les enseignants de Médina-Mary.

«C'est une grande joie que j'éprouve, en intervenant, pour dire

toute l'importance que revêtait la cérémonie. C'est une cérémonie qui est organisée, afin de remercier Mme Corinne Pilloud, et à travers elle, tous les partenaires des écoles maternelle, primaires et du collège de Médina-Mary, pour leur développement », a notamment déclaré l'Inspecteur Diaoué. Il a rendu hommage à Mme Pilloud, qui, a-t-il dit, aurait pu rester «tranquillement» dans sa Suisse natale, mais a choisi de braver les intempéries, le soleil, surtout en cette période de l'année où il fait très chaud au Sénégal, continuer son voyage jusqu'à Médina-Mary, à 600 km de Dakar, rien que pour dire «Bonjour à la population». «Cela nous est allé droit au cœur. Nous lui disons merci !», a-t-il encore indiqué.

Pour sa part, Mme Pilloud a salué le dynamisme de la population et des enseignants de Médina-Mary, soulignant avoir trouvé, dans la localité, une équipe pédagogique «très engagée», et des familles qui envoient leurs enfants à l'école. «Cela donne envie, en Suisse, de faire plus», a-t-elle dit.



«Il y a encore beaucoup de projets et beaucoup de choses à faire ensemble», a-t-elle poursuivi.

Auparavant, la directrice de l'école maternelle, Mme Aïda Dièye Gaye, s'est réjouie de l'équipement. «Nous avons commencé avec une classe préparatoire, aujourd'hui, nous en sommes à une école maternelle. C'est donc un progrès», a-t-elle fait remarquer.

LMR (source :www.meditina-mary.com)

## SANTÉ

## Lutte contre les faux médicaments

L'association suisse, Pharmelp ([www.pharmelp.ch](http://www.pharmelp.ch)), active dans le contrôle de la qualité des médicaments dans le monde, plus particulièrement dans les pays en développement, a inauguré le 2 mai, l'installation au Sénégal, d'un second appareil d'analyse de médicaments contrefaits.

L'appareil ECB est installé au laboratoire de chimie analytique et bromatologie de la Faculté de médecine, de pharmacie et d'odontologie (FMPO) de l'Université Cheikh-Anta-Diop Dakar (UCAD). Il a été développé par Pharmelp, et construit par l'Ecole d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg. L'Université de Genève (prof. Serge Rudaz) et les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG : Dr Pascal Bonnabry, pharmacien chef) ont

aussi collaboré étroitement à sa fabrication. D'une part, il permettra de compléter la formation analytique des jeunes étudiants en pharmacie, par l'électrophorèse capillaire, une technologie nouvelle pour eux et respectueuse de l'environnement. Et d'autre part, de mettre en place un contrôle de la qualité des médicaments au Sénégal, sous l'autorité des professeurs de la FMPO de l'UCAD.

Basée à Fribourg, Pharmelp apporte son soutien matériel à la FMPO de l'UCAD, depuis 2012. Dans ce cadre, elle avait offert un premier appareil ECB à la FMPO. Le succès de cet appareil a été tel qu'il n'est plus suffisant pour supporter les besoins pour lesquels il a été conçu.

IH

**Santé**

L'Ambassade de Suisse à Dakar a apporté un soutien matériel au poste de santé de Marouette, dans la commune de Diaoulé (19'000 habitants), située dans le département de Fatick, au sud de Dakar. Cet équipement est composé de lits d'hospitalisation, fauteuils roulants, tables d'accouchement, d'un aspirateur pour nouveau né, entre autres.

Il permettra un bon fonctionnement de la structure sanitaire, inaugurée en juin 2012. Elle a été construite grâce au soutien d'un ancien membre de l'ambassade de Suisse à Dakar, aujourd'hui à la retraite. En 2009, il avait mobilisé les habitants de sa commune de Viège, dans le canton du Valais, en Suisse, autour du projet. Les travaux de construction ont alors commencé en mai 2010. Ils ont duré deux ans et coûté environ 13 millions de francs CFA (21'400 CHF).

Com

## CULTURE

## Rencontre avec l'artiste suisse Betty Weber

Mme Betty Weber, artiste-photographe, née à Lucerne, vit au Sénégal depuis 20 ans. Elle a ouvert son atelier au village des Arts de Dakar, qui abrite 40 artistes sénégalais et une galerie. Difficile d'être seule européenne dans ce milieu. C'est entre les tableaux de son atelier qu'elle nous a reçu pour parler de ses activités.

**Le magazine Reflets : Une artiste suisse au milieu de ses confrères africains. Comment êtes-vous arrivées à l'art ?**

**Betty Weber :** Pendant des années, j'ai appris la photographie en noir et blanc, qui continue de me passionner. Je travaille dans les laboratoires avec les chimistes de la photographie. Ce qui me permet de manipuler et de travailler avec la lumière, toutes les différentes matières. J'aime beaucoup la photographie.

Avec le temps, je me suis spécialisée dans le photogramme, c'est-à-dire, la photographie sans caméra. Jusqu'à présent, j'ai un laboratoire à Zurich où je me rends chaque année. Quand je suis à Dakar, je travaille la peinture aussi, parce qu'au Sénégal, et en Afrique, il y a beaucoup de couleurs. Le fait de travailler avec la couleur m'inspire beaucoup. Je ne travaille plus seulement en noir et blanc. Je prépare toujours à côté, quelque chose pour mon retour à Zurich, dans la photographie en noir blanc.

**LMR : Vous êtes au Sénégal depuis 20 ans, et malgré tout vous continuez d'avoir des activités en Suisse. Quelles sont vos œuvres les plus connues dans votre pays ?**



**BW :** Je suis connue en Suisse plutôt pour la photographie noire et blanche. Car, j'ai travaillé pendant longtemps comme portraitiste, dans un petit atelier. Je suis connue pour ça, depuis. Je suis adepte de la photographie en noir et blanc. C'est naturel. Je n'ai rien contre le numérique, mais je préfère toujours cette photographie, parce que ça me semble être un peu plus théâtrale que la photographie couleur.

**LMR : Au Sénégal, vote pays d'adoption en quelque sorte, comment vivez-vous de votre métier d'artiste ? Recevez-vous suffisamment de clients et de visiteurs suisses ?**

**BW :** Parmi les visiteurs que je reçois, il y en a des suisses, mais je trouve que ce n'est pas assez ! Le village des Arts de Dakar n'est que peu connu. Il y a souvent des touristes qui viennent le visiter, achètent quelques œuvres, mais seulement avec les artistes africains, puisque nous sommes en Afrique. C'est tout à fait normal aussi.

**LMR : Qu'est ce que vous comptez faire pour mieux vous**

**faire connaître en Suisse, attirer de ce fait, des clients et visiteurs suisses dans votre atelier de Dakar ?**

**BW :** Par une série d'activités. Par exemple, en juin prochain, j'organiserai une exposition uniquement avec des photos en noir et blanc à Zurich. En outre, j'ai une Home page (ou un site internet : [www.webb-arts.com](http://www.webb-arts.com)). J'espère que ces différentes initiatives aideront à mieux me faire connaître et à avoir beaucoup plus de connaissances.

Je travaille avec mes propres moyens, sans partenaires, sans soutien, sans véritable budget de fonctionnement.

**LMR : Quel est votre art ?**

**BW :** Mon art est plutôt l'abstrait. J'adore l'abstrait ! Pour moi, c'est plus vivant. Il permet de voir chaque fois, autre chose, de faire des compositions spéciales avec les couleurs.

**LMR : Votre dernier mot ?**

**WB :** J'invite les suisses établis au Sénégal ou de passage dans le pays, à venir me voir, venir visiter mon atelier. C'est le leur !

Interview réalisée par HJ

## Sénégal

12<sup>e</sup> biennale de l'art contemporain

Dak'Art, la biennale de l'art contemporain de Dakar, se tient du 3 mai au 2 juin 2016 au Sénégal. Cet événement culturel dont c'est la 12<sup>e</sup> édition, accueille 65 artistes de 24 pays. Ils ont été sélectionnés pour participer à l'exposition internationale de la biennale, « Ré-enchantement ».

Pour les responsables de la biennale, ce titre de l'exposition centrale est étroitement lié au thème général de la biennale, qui invite les artistes, et au-delà, les Africains, à inventer de nouvelles pistes pour réenchanter le monde et le continent. L'Afrique, le rêve utile d'une Afrique libérée et responsable d'elle-même. Le ré-enchantement, c'est la réinstauration d'une nouvelle énergie, d'une nouvelle créativité, d'un nouvel élan. L'exposition internationale comprend 66 artistes et inclut une section « Projets spéciaux ».

Dak'Art est marquée par l'aménagement de nombreux espaces d'expression artistiques dans plusieurs lieux publics à travers la



ville de Dakar, tels que la « Biennale des enfants », le village de la Biennale, qui comporte des séances de danse contemporaine et des concerts, ainsi que des séances de projection de films. Des rencontres professionnelles auront également lieu autour du thème : « Symbiose ». La Biennale de l'Art africain contemporain de Dakar est l'une des principales manifestations culturelles en Afrique.

PO

## LIVRE

## SALON INTERNATIONAL 2016 DE GENÈVE L'Afrique francophone a aussi été présente

Une romancière suisse, Pascale Kramer, et un écrivain du Congo (Brazzaville), Boniface Mongo-Mboussa, organisent chaque année, un Salon du livre africain (SAL). L'événement a lieu lors du traditionnel Salon international du livre de Genève. Nous vous proposons ci-dessous, une interview de Mme Kramer, qui est aussi membre du Jury du Prix des 5 continents de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie).

**Le magazine Reflets : Un salon du livre africain dans le cadre du salon du livre de Genève, pourquoi faire ?**

**Pascale Kramer :** La présence de l'ONU a fait de Genève une grande capitale internationale. De nombreux pays d'Afrique y sont représentés et la diaspora y est très importante. Un Salon du livre africain se justifiait donc parfaitement. Celui-ci a été créé il y a 13 ans. Boniface Mongo-Mboussa et moi-même en assurons la programmation depuis 2013.

**LMR : Comment se présente ce salon du livre africain ?**

**PK :** Il a beaucoup évolué au cours des années. C'est aujourd'hui un espace important, reconnaissable à son baobab géant, fait en boîtes de conserves de toutes les couleurs. On y trouve un podium où ont lieu les débats, un vaste espace librairie avec des centaines d'ouvrages africains ou sur l'Afrique, et 14 stands réservés à des éditeurs, pour la plupart venus du continent.

**LMR : Comment se présente ce salon par rapport au Salon international du livre de Genève ?**

**PK :** Isabelle Falconnier, la Présidente du Salon du livre de Genève depuis 2011, a créé de nombreuses scènes dédiées par exemple au voyage, au polar, à la BD (Ndlr : Bande Dessinée), aux cultures arabes. Le Salon du livre



africain, qui est la plus ancienne de ces scènes, et aussi une des plus importantes en termes de taille et de fréquentation.

**LMR : En trois ans d'activités, comment évolue-t-il, en termes de visites, de contacts, de participation d'éditeur et d'écrivains ?**

**PK :** J'ai participé aux journées professionnelles qui ont eu lieu à Dakar dans le cadre du Sommet de l'OIF (Ndlr : Organisation internationale de la Francophonie), en décembre 2014. Il y avait de nombreux éditeurs du continent, et j'ai pu mesurer la notoriété et l'attrait de ce salon. C'est un lieu où on peut vendre, faire connaître ses auteurs, nouer des contacts. D'autant plus que depuis l'année dernière, le Salon du livre de Genève abrite les Assises de l'édition francophone. Cette année, plusieurs des éditeurs exposant sur notre scène y sont intervenus. Côté auteurs également, sa notoriété est grande. Il est rare qu'ils refusent de venir. **LMR : Y a-t-il un avenir à ce salon et la présence de l'édition africaine au Salon international du livre de Genève ?**

**PK :** Le Salon africain gagne chaque année en importance et en pertinence. Il n'y a aucune raison qu'il ne soit pas maintenu encore de nombreuses années.

Interview recueillie par HG

CIMÉMA  
SUISSE

## Festival International du Film Oriental de Genève

L'édition 2016 du Festival international du film oriental de Genève (FIFOG) a eu lieu du 11 au 17 avril, dans quelque 20 lieux du bassin lémanique. Fort du soutien de 200 partenaires, il a présenté plus de 120 films célébrant la Liberté. Une occasion qui a permis d'explorer le sentiment humain irrésistible et cette aspiration qui hante et fructifie les imaginaires de tant d'artistes et de réalisateurs.

Placée sous le patronage de la commission suisse de l'UNESCO et présidée honorifiquement par la célèbre écrivaine algérienne Ahlam Mosteghanemi, cette édition a rassemblé les cinématographies les plus originales et les plus innovantes d'Orient et d'Occident, à travers ses diverses sections.

Aux projections se sont ajoutés des débats, des colloques, des expositions artistiques, des programmes scolaires et des ateliers de formation audiovisuels. Plusieurs prix, dont des FIFOGS d'or et d'argent ont été décernés.

Le programme diversifié contenait un focus sur les cinémas des pays du Cham (Levant) : Syrie, Liban, Palestine et Irak. A travers ce panorama, c'est la résistance, la défense de la liberté et la célébration de l'art, face aux cris triomphalistes et éphémères de la sauvagerie dominante l'actualité, qui ont été mises en lumière. Enfin, un vibrant hommage a été rendu à Omar Sharif, acteur de légende qui s'est imposé aussi bien sur les écrans d'Orient que d'Occident. Cet hommage lui a été rendu par la projection de 8 de ses films.

**Le FIFOG 2016 en chiffre**  
126 films  
3 genres : 16 documentaires, 35

**Burkina Faso**  
La Suisse va contribuer pour 1,2 milliard de francs CFA (environ 1,9 million CHF), à un Plan d'action culturelle du Burkina Faso, pour la période 2015-2018. Un accord a été signé dans ce sens, le 5 avril 2016, à Ouagadougou, entre les deux parties. Il prévoit que 4 structures bénéficieront de la contribution suisse. Ce sont : le Carrefour international de théâtre de Ouagadougou, la Fédération du Cartel, l'Institut imagine, et l'Association fonds succès cinéma.

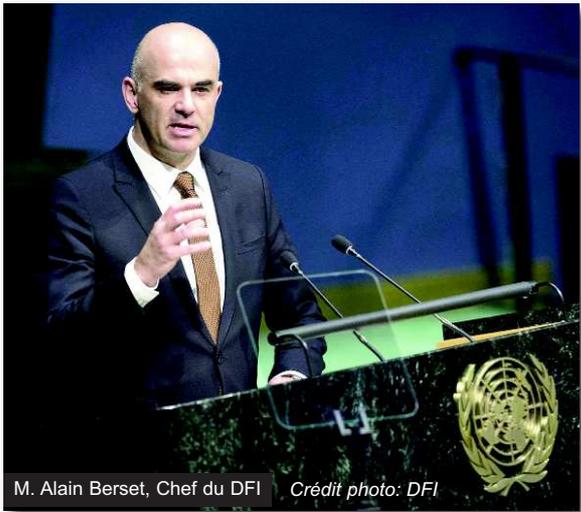
**LMR**

LMR

KL

## SÉCURITÉ LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT

### La Suisse fait le point sur son engagement dans la prévention



M. Alain Berset, Chef du DFI *Crédit photo: DFI*

« La prévention de l'extrémisme violent en tant qu'élément clé de la lutte contre le terrorisme : L'action à la racine et l'accent sur les valeurs » : était le thème d'une conférence internationale de l'ONU, tenue à Genève, en avril dernier. A cette occasion, le Chef du département fédéral (ministre) de l'Intérieur, M. Alain Berset, hôte des assises, a fait le point sur l'engagement suisse dans la prévention de l'extrémisme religieux.

Pour M. Berset, au plan international, Berne plaide pour le développement de « standards et de bonnes pratiques » applicables au domaine de la justice juvénile,

dans un contexte de lutte antiterroriste. La Suisse est aussi engagée dans le domaine de l'éducation des jeunes, afin de leur permettre d'avoir la possibilité

d'aller à l'école, puis, un emploi, et de gagner leur vie. Elle propose d'autres perspectives, que celle de recourir à la violence. Depuis 2012, la Confédération a permis à plus de 300'000 personnes, des jeunes pour la plupart, de bénéficier d'une formation professionnelle et pédagogique, notamment au Népal, au Burkina Faso, dans les Balkans occidentaux, au Myanmar et au Rwanda. En Tunisie aussi, elle mène, dans la banlieue de Tunis, la capitale, une action d'intégration des jeunes dans la vie sociale et politique, en renforçant leur participation à la gouvernance locale.

#### Expertise

L'objectif de la Suisse est maintenant d'intensifier toutes ces activités, en collaboration avec le secteur privé, qui joue un rôle de premier plan pour l'acquisition de compétences et la création d'emplois. (Voir page 2 : formation professionnelle duale).

La Suisse peut aussi apporter une réelle contribution de la prévention de l'extrémisme violent, qui se situe à « l'intersection » entre la paix, la sécurité, le développement et les droits de l'homme.

Beaucoup d'organisations internationales, d'instituts de recherche et de formation, de groupes de réflexion et d'organisations de la société civile, basés à Genève sont aussi engagés auprès des autorités suisses. Ils œuvrent dans les mêmes buts : la prévention et la résolution des conflits, la consolidation de la paix, la protection et la promotion des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés ; autant d'éléments fondamentaux en matière de prévention de l'extrémisme violent. Ces organisations et institutions offrent un vaste potentiel.

En outre, des organisations, telles que le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF) ont déjà acquis une expertise et une reconnaissance internationale dans des domaines, en lien avec la pré-

vention de l'extrémisme violent.

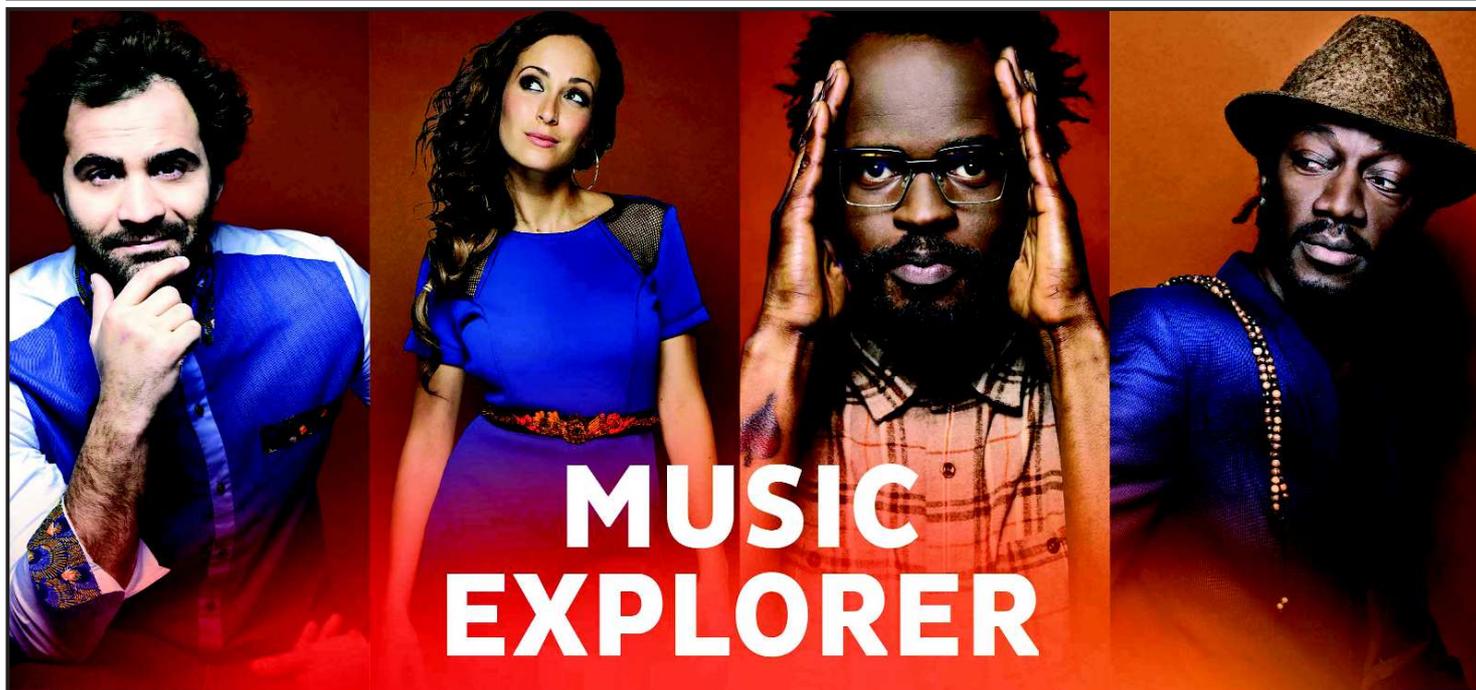
#### Prévenir

Dans le même ordre d'idées, Genève abrite le siège du Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF). Ce partenariat public-privé permet de diriger des fonds vers des organisations de terrain afin de renforcer la résilience des communautés locales. Le GCERF commence à financer des projets au Bangladesh, au Mali et au Nigéria. Le Kosovo, le Myanmar et le Kenya les rejoindront bientôt et d'autres pays ont fait part de leur intérêt. La communauté internationale doit cependant apporter des financements publics et privés supplémentaires pour soutenir et élargir ces activités. Car, pour les dirigeants suisses, investir dans la prévention de l'extrémisme violent, est bien moins onéreux que de chercher à en limiter les conséquences. Autrement dit, « il est mieux de prévenir que de guérir, mais cela coûte moins cher! »

RG

- La délégation suisse à la session extraordinaire de l'ONU sur la drogue, tenue New York du 19 au 21 avril 2016, a proposé quatre piliers, pour lutter contre ce fléau dans le monde. Il s'agit de la prévention, de la thérapie, de la réduction des risques, et de la répression.

(RG)



Tous les vendredis à 22h00 depuis le 29 avril !

YCARE, KENZA FARAH, TÉTÉ et MARCO PRINCE, les quatre CHASSEURS DE SONS, parcourent la planète à la recherche du nouveau talent de la scène musicale francophone.

**TV5MONDE**

La chaîne culturelle francophone mondiale

En savoir plus : [tv5monde.com](http://tv5monde.com)